

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 11 mars 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

100 000

C'est le nombre de tonnes d'engrais mises à disposition par la Banque centrale du Nigéria au profit des agriculteurs.

Nigéria :

Le gouvernement met en place une nouvelle unité armée pour lutter contre l'exploitation minière illégale ; Le Nigeria prévoit d'émettre une nouvelle euro-obligation avant la fin du deuxième trimestre ; L'entreprise anglaise Konexa inaugure la première plateforme privée d'échange d'énergie renouvelable au Nigéria ; Selon l'Unité de Recherche de The Economist, le retrait des investissements directs étrangers va se poursuivre au Nigeria.

Ghana :

Le taux d'inflation du Ghana en léger ralentissement au mois de février 2024 à 23,2 % en glissement annuel ; La

Nigeria

Le gouvernement met en place une nouvelle unité armée pour lutter contre l'exploitation minière illégale

Le Nigéria crée une [nouvelle unité armée pour lutter contre l'exploitation minière illégale, placée sous l'autorité du Nigeria Security and Civil Defense Corps \(NSCDC\)](#). Les membres de cette nouvelle unité devraient être envoyés sur les **près de 2000 sites miniers illégaux recensés dans le pays**. La répression à l'égard des mineurs illégaux visée par la création de cette unité armée pourrait néanmoins ne pas suffire à éradiquer les activités illégales du secteur: lors du Forum des Mines et du Pétrole de la CEDEAO (ECOMOF), qui s'était tenu en janvier 2024, les participants avaient recommandé le recours à des dispositifs d'accompagnement permettant l'intégration des mineurs illégaux dans les circuits officiels, tels que des programmes de formation et d'insertion professionnelle ou la création de coopératives et de nouvelles zones minières officielles. Pour rappel, bien que le Nigéria soit riche en ressources minières, ces dernières sont sous-exploitées et leur exploitation se fait souvent de manière illégale, en dehors de la réglementation et à petite échelle. Avec plus de **3 Md de tonnes de réserves**, le Nigéria détient le deuxième plus grand gisement de minerai de fer d'Afrique et le douzième au monde. Dans les années 1960 et 1970, le secteur minier était un pilier de l'économie, contribuant à hauteur de 4 à 5 % au PIB. Avec la découverte du pétrole, l'extraction minière a néanmoins été délaissée. En 2022, le secteur minier n'a généré que **0,85 % du PIB**, soit **4 Md USD**. A titre de comparaison il a, la même année, représenté 7,6 % du PIB au Ghana et 22,6 % en RDC.

Le Nigeria prévoit d'émettre une nouvelle euro-obligation avant la fin du deuxième trimestre

Afin de renforcer la position en devises du pays, [le Nigéria prévoit d'émettre une nouvelle euro-obligation avant juin 2024](#), la dernière

datait de 2022. Si le volume d'émission d'euro-obligations n'est pas encore fixé, **le gouvernement pourrait lever jusqu'à 1 Md USD**, conformément aux dispositions de la loi de finances, qui prévoit le financement du déficit public par le recours à l'emprunt, tant auprès d'investisseurs nigériens et étrangers, que des bailleurs internationaux. Pour rappel, le financement courant de l'Etat n'a jamais été aussi complexe pour le Nigéria, avec **un service de la dette qui devrait représenter 87 % des recettes fédérales en 2024**. Ce financement par euro-obligation prévu par le Nigéria s'inscrit dans un mouvement plus large de retour de la vente d'obligations sur les marchés émergents, à la suite de la baisse des taux mondiaux. Des pays voisins comme le Bénin et la Côte d'Ivoire ont par exemple déjà émis avec succès des euro-obligations en 2024.

L'entreprise anglaise Konexa inaugure la première plateforme privée d'échange d'énergie renouvelable au Nigéria

[La société britannique Konexa, une plateforme intégrée spécialisée dans l'investissement et le développement d'énergie, a finalisé un accord financier d'un montant combiné de 18 M USD](#) avec Climate Fund Managers (CFM), un gestionnaire de fonds de financement mixte axé sur le climat, et le Climate Innovation Fund de Microsoft.

Ce financement soutiendra la construction des installations nécessaires et le déploiement d'une solution de stockage d'énergie par batterie, qui permettront de **fournir annuellement 20,5 GWh d'énergie**, évitant ainsi l'émission de 8 104 tonnes d'équivalent CO2 par an. L'énergie sera générée par la centrale hydroélectrique de Gurara, d'une capacité de 30 MW, située dans l'État de Kaduna, au nord du Nigeria.

L'initiative de Konexa marque également la mise en place de la **première plateforme privée d'échange d'électricité renouvelable au Nigeria**. Konexa a obtenu une licence privée de commerce d'énergie dans le pays, lui permettant d'acheter de l'énergie renouvelable auprès de producteurs indépendants, de la transporter sur le réseau national et de la vendre à des clients privés à des tarifs compétitifs. Le premier client connecté au réseau sera Nigeria Breweries PLC, assurant ainsi un approvisionnement en énergie 100 % verte pour deux de ses brasseries.

Selon l'Unité de Recherche de The Economist, le retrait des investissements directs

étrangers va se poursuivre au Nigeria

Dans son dernier rapport national sur le Nigeria, l'Economist Intelligence Unit (EIU), un cabinet international d'études commerciales, souligne que [les entreprises pétrolières locales acquérant des actifs auprès des compagnies pétrolières internationales qui se désengagent ne pourront probablement pas égaler leur capacité d'investissement](#). Les sociétés locales sont susceptibles de manquer des ressources financières nécessaires pour investir au même niveau que les multinationales, qui ont historiquement dominé l'industrie pétrolière nigériane. L'EIU prévoit une **diminution des investissements directs étrangers en 2024**, ce qui reproduirait la tendance observée l'année précédente.

Pour rappel, Shell Plc a récemment annoncé la conclusion d'un accord pour céder sa filiale nigériane onshore, The Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited, à Renaissance, un consortium composé de quatre sociétés d'exploration et de production, ainsi que d'une autre entreprise.

Ghana

Le taux d'inflation du Ghana en léger ralentissement au mois de février 2024 à 23,2 % en glissement annuel

[Le taux d'inflation en glissement annuel du Ghana pour le mois de février 2024 s'élève à 23,2 %, soit un léger ralentissement par rapport au niveau de janvier 2024 \(23,6 %\), déifiant les anticipations à la hausse.](#)

Ainsi en février 2024, le niveau général des prix était supérieur de 23,2 % à celui de février 2023, qui lui-même était supérieur de 52,8 % à celui de février 2022.

Plus précisément, l'inflation non alimentaire s'élève à 20 % en février 2024, contre 20,5 % en janvier 2024 en glissement annuel et 1,3 % en glissement mensuel.

L'inflation alimentaire s'élève à 27 % en février 2024 en glissement annuel, contre 27,1 % en janvier 2024 et 2 % en glissement mensuel.

Le taux d'inflation des produits fabriqués localement atteint à 24,6 %, et 21,1 % pour les produits importés. Au niveau régional, la région de la Volta (Volta Region) enregistre le taux d'inflation le plus

élevé à 33,9 %, tandis que la région du Grand Accra (Greater Accra Region) le plus faible avec 14,5 %.

Malgré le léger ralentissement en février 2024, les analystes anticipent une intensification des pressions inflationnistes en mars, en raison notamment de pression sur la monnaie (dépréciation du cedi de 5 % par rapport au dollar américain en 2024) et du prix des matières premières (hausse de 4,6 % du prix du carburant en mars).

Au global, malgré une relative stabilisation, l'inflation alimentaire comme non alimentaire demeure toujours à un niveau très élevé, ce qui signifie que les prix continuent d'augmenter significativement dans l'ensemble du pays.

La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) approuve la demande d'adhésion du Ghana

[Le Conseil des gouverneurs de la banque européenne pour la Reconstruction et le Développement a approuvé la demande d'adhésion du Ghana – avec celle du Sénégal – en février 2024.](#)

Le Ghana a formulé une candidature en octobre 2023, comprenant également une demande à devenir bénéficiaire des services financiers et de conseil de la BERD, en suite à l'adhésion du Bénin et la Côte d'Ivoire approuvée également en octobre.

« Nous sommes très heureux de cette étape importante dans le processus permettant au Ghana et au Sénégal de devenir de nouveaux membres de la BERD. Cela reflète la décision historique de nos gouverneurs, l'année dernière, sur l'expansion future des opérations de la Banque aux pays d'Afrique Subsaharienne. Avec d'autres partenaires internationaux, notre objectif sera d'aider à libérer le potentiel du secteur privé de ces pays, à créer des emplois et à soutenir le développement durable. »

Odile Renaud-Basso, Présidente de la BERD

Les investissements de la BERD couvrent à la fois le secteur des ressources naturelles, les institutions financières, l'agro-industrie manufacturière, les infrastructures ou encore les services.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr